

Biden et la politique étrangère américaine de sécurité : redonner confiance aux alliés

Par Abdelhak Bassou

« Nous avons besoin à la tête du pays, d'une direction qui s'adresse à l'intelligence de nos concitoyens, qui fasse appel à leur sens des responsabilités et n'exploite pas leur peur pour justifier des décisions irraisonnées, démagogiques, susceptibles de nous isoler sur la scène internationale et d'accroître notre vulnérabilité. »

Zbigniew Brzezinski *

Résumé

Le mandat du président Trump qui, sauf miracle, s'achève en janvier 2021, avait soumis à rude épreuve les alliances des Etats-Unis d'Amérique avec plusieurs pays et entités européens et asiatiques. Plusieurs de ces alliés stratégiques des Etats-Unis avaient, alors, perdu confiance en l'esprit de solidarité qui a toujours empreint l'action étasunienne à leur égard, et amorcé des réflexions sur la construction de leurs propres systèmes de défense. L'arrivée à la Maison Blanche d'un nouveau président pourrait-elle colmater les brèches ouvertes par le système "Trump" et redonner confiance aux partenaires des Etats-Unis, ou est-ce que la tendance est irréversible ? L'ère Trump a-t-elle été une simple parenthèse stratégique dans la politique américaine de sécurité ou une tendance qui durera en dépit du départ de l'actuel président ?

* "L'Amérique et le monde ; Quelle politique étrangère pour les Etats-Unis " ; Zbigniew Brzezinski et Brent Scowcroft ; entretiens dirigés par David Ignatius et préface de Pascal Boniface ; Editions Nouveaux Horizons, 2008.

Introduction

En annonçant ses résultats en milieu de matinée du 7 novembre 2020, la Pennsylvanie, un fief démocrate reconquis par Joe Biden après s'être peint en rouge, en 2016, permet de confirmer la victoire du candidat démocrate. Une victoire saluée de par le monde, en dépit des menaces de recours aux procédures judiciaires brandies par le président sortant. En effet, peu d'observateurs et de spécialistes de la politique et de la constitution américaines croient en un retournement miraculeux de la situation à l'avantage de Donald Trump, à la faveur de décisions de la Justice des Etats-Unis.

Au sein de la sphère internationale, la victoire de Joe Biden semble également irréversible. A peine sa victoire annoncée, les Chefs d'Etat et de Gouvernement du monde avaient commencé à adresser au président élu, des messages de félicitations assortis de volonté de coopération.

Si beaucoup d'Américains ont voté pour le candidat sortant, en souhaitant le voir rempiler pour un deuxième mandat de quatre ans, cela ne semble pas le cas de plusieurs acteurs internationaux, qui ne se recrutent pas seulement parmi les ennemis et adversaires de Donald Trump mais, également, et, peut-être, surtout, parmi les partenaires et alliés stratégiques des Etats-Unis d'Amérique. Ces partenaires des USA ont été éprouvés, pour ne pas dire déroutés, par le comportement du président sortant, principalement au point de vue stratégique.

C'est, en effet, dans les domaines de la sécurité et de la défense que la politique de Donald Trump a été observée avec beaucoup de perplexité. Le président Trump s'est exagérément focalisé sur les aspects budgétaires au détriment de toute autre considération. Sous le président sortant, les USA ont accentué, de manière ostensible, la tendance à faire de la défense des alliés ou la participation à leur défense, une affaire lucrative indépendante de toute logique stratégique ou sécuritaire. Toute la protection ou l'assistance que les Etats-Unis procuraient à leurs alliés étaient départies du caractère stratégique pour revêtir celui mercantile. Les USA ne défendaient plus leurs alliés parce que la sécurité des Etats-Unis en dépend également, mais parce que ces partenaires veulent bien acheter le parapluie américain. D'instrument stratégique en faveur de la

politique du leadership américain, la puissance militaire américaine s'était transformée en produit vendable que les bénéficiaires doivent payer. L'Amérique de Trump ne voulait plus être un leader en termes de stratégie, mais un marchand fournisseur de sécurité.

La précipitation à féliciter le président élu par ses pairs du monde ne trahit-elle pas une volonté de se soulager d'un président qui a malmené les pratiques stratégiques et diplomatiques sans distinction entre amis et ennemis. La politique du président sortant a rompu avec la doctrine américaine, au moins sur deux points essentiels :

- elle a exagéré la remise en question de l'utilité des alliances des USA et la présence militaire avancée en Europe, en Asie et au Moyen-Orient, à moins que les bénéficiaires ne payent le prix fort. Il s'en est suivi une perte de confiance en l'Amérique de la part de ses alliés¹
- elle a porté peu d'intérêt à la promotion des valeurs de la démocratie et des libertés fondamentales dans le monde ; une mission que les pères fondateurs des Etats-Unis d'Amérique avaient assignée à la jeune république depuis sa naissance.

Aux yeux du monde, et principalement des Etats démocratiques, cette tendance se serait sûrement aggravée si Donald Trump avait gagné un deuxième mandat. Ni ses pairs républicains, ni même le Pentagone, n'auraient pu alors modérer sa politique ; il aurait même certainement décrété une sortie de l'OTAN.

Le président sortant semblait de plus en plus vouloir ignorer toute affaire du monde qui ne puisse rapporter de l'argent aux USA. Or, s'il est certain, comme le reconnaissent les spécialistes de la politique américaine, que les Etats-Unis ne peuvent traiter tous les problèmes du monde, cela ne signifie en rien qu'ils doivent les ignorer².

1. "The 45th president has balked at upholding the country's NATO commitments, demanded massive increases in defense spending from such longstanding allies as Japan and South Korea, and suggested that underpaying allies should be left to fight their own wars with shared adversaries. Trump's ire has been so relentless and damaging that U.S. allies in Asia and Europe now question the United States' ability to restore itself as a credible security guarantor, even after a different president is in the White House". Mira Rapp-Hooper in "Foreign Affairs" January/February 2019; P. 127

2. "Learning to Live with Despots; The Limits of Democracy Promotion" by Stephen D. Krasner in "Foreign Affairs", Volume 99 Number 2, March/April 2020; Page 49.

1. Sous Trump : tous doivent passer à la Caisse, aussi stratégique que soit l'alliance

Remise en cause de la participation américaine à l'«Alliance atlantique»

Dès sa prise de pouvoir à la Maison-Blanche, en janvier 2017, Donald Trump n'a pas tardé à poser la question de la participation de son pays à l'Otan (Organisation du traité de l'Atlantique nord). En dehors de toute autre considération, c'est dans un cadre budgétaire que cette question est posée par le président américain. Donald Trump n'admettait pas que les USA supportent, quasiment seuls, 90% du coût total de l'Alliance, depuis sa création. Une aberration, de son point de vue.

Dans la conception du président Trump, l'Otan doit devenir une entreprise où prime le cash. Un cash qui doit profiter au secteur militaro-industriel américain. Si les USA se déploient en conformité avec l'article 5 de l'Alliance, pour renforcer et assurer la défense de ses partenaires et alliés européens, ces derniers doivent supporter les charges financières de manière conséquente, en payant leur protecteur américain sous forme de contributions budgétaires. Ces alliés doivent consacrer, par exemple, les 2% du PIB réclamés par Donald Trump au renforcement des équipements militaires, particulièrement par des commandes d'armement américain.

L'Europe et, surtout, l'Allemagne, des alliés classiques des USA, malmenés par le président Trump

Envers ses alliés européens, Donald Trump ne fait aucune distinction entre commerce et stratégie de défense. Or, si les relations commerciales entre les Etats-Unis et l'Europe peuvent supporter une certaine adversité autour de calculs mercantiles faisant pencher la balance d'un côté ou de l'autre, dans le cadre de la défense légitime des intérêts économiques de chacune des parties, il devrait normalement en être autrement pour les questions de sécurité, où les intérêts s'expriment généralement en dehors des lois du marché. Pourtant,

dans l'esprit de Donald Trump, il y a les USA et le reste du monde, tout se calcule en dollars même dans les domaines stratégiques et sécuritaires. En juin dernier, le président américain avait annoncé le retrait de près de 12.000 militaires américains d'Allemagne sans prendre de gants vis-à-vis de ce pays traditionnellement réputé comme l'un des alliés européens les plus proches des Etats-Unis. Pour le président américain, l'affaire est beaucoup plus financière que stratégique. Il décide, donc, de retirer ses troupes de Berlin parce que « L'Allemagne est un mauvais payeur », et que ce pays qui « doit des milliards et des milliards de dollars à l'Otan (...) n'a aucune intention de payer ». Cette mesure était loin de surprendre en Allemagne. Déjà en 2018, la Chancelière Angela Merkel affirmait que « Le temps où l'on pouvait compter tout simplement sur les Etats-Unis pour nous protéger est révolu », un sentiment partagé presque dans toute l'Europe et qui ressort fréquemment dans les déclarations des responsables européens. Pour le président de la Commission européenne Jean-Claude Juncker "Washington ne veut plus coopérer avec le reste du monde et nous en sommes au stade où nous devons remplacer les Etats-Unis", un constat partagé par le président français Emmanuel Macron lorsqu'il affirme : « Nous ne pouvons plus laisser d'autres décider pour nous".

Le Japon, un allié asiatique qui doit payer pour sa défense

Lors de sa campagne électorale, et alors qu'il s'apprêtait à remporter le premier mandat comme président des Etats-Unis, Donald Trump n'avait pas fait l'économie d'une critique vigoureuse envers un allié asiatique de marque, le Japon. Pour lui, les Japonais doivent payer les Etats-Unis pour l'effort militaire qu'ils font pour les protéger, à défaut de ce paiement l'Etat nippon devra se protéger lui-même³. Le candidat Trump d'alors, croyait fermement que les temps où les USA pouvaient supporter la défense de pays amis et alliés est révolu et s'il faut mettre fin à

3. Cette position n'est pas nouvelle pour le président américain. Déjà en septembre 1987, lorsqu'il était encore simple homme d'affaires, il avait acheté des pages entières de publicité dans le New York Times, le Boston Globe et le Washington Post pour y publier une lettre dans laquelle il s'indignait des dépenses engagées pour la défense de l'Europe et de l'Asie. « Le temps est venu de faire payer le Japon et les autres pays qui le peuvent ».

ces alliances rien ne s'y opposera⁴. La réponse japonaise interviendra plus tard, par l'intermédiaire de l'ex-ministre japonais de la Défense, membre du parti libéral-démocrate au pouvoir, Shigeru Ishiba, lors des débats sur le changement de Constitution du pays au début de l'été 2017. Celui-ci affirmera que le moment était venu de renommer les Forces d'autodéfense pour les reconnaître enfin comme des forces armées à part entière. Cette affirmation symbolisera la progression du Japon vers une certaine autonomie militaire.

En juin 2020, le Japon -excédé par les exigences américaines, notamment au sujet de la totale prise en charge par le Japon des bases américaines qui y sont implantées-, officialise, par l'intermédiaire de son ministre de la Défense, l'annulation de la commande aux Etats-Unis de deux systèmes antimissiles Aegis Ashore, en raison d'un coût qui a plus que doublé, à 4,15 milliards de dollars. Une annulation qui place l'alliance militaire entre le Japon et les Etats-Unis dans une situation pour le moins délicate. L'annulation est également interprétée comme un échec pour le président Trump qui se préparait aux élections de novembre 2020.

En dépit de plusieurs déclarations de façade, destinées plus à menacer les Chinois qu'à rassurer les Japonais, la politique du président Trump reste centrée sur l'idée de prix fort à payer par les alliés contre l'effort américain déployé pour leur sécurité. D'aucuns voient en ce durcissement une conséquence du constat fait par le président sortant, au sujet de la balance commerciale entre les deux pays, plus favorable au Japon.

Les pays du Golfe sont également poussés à passer à la Caisse, en achetant de l'armement américain

Trois au moins des pays arabes du Golfe (Arabie saoudite, Emirats arabes unis et Bahreïn) appréciaient l'arrivée à la Maison Blanche de Donald Trump en janvier 2017. La posture hostile à l'Iran du nouveau président américain apaisait leurs craintes concernant les ingérences iraniennes dans la région et le développement du projet

4. Lors d'une réunion publique dans l'Iowa ; Donald Trump, encore candidat républicain à la présidence, avait répété devant ses partisans : « Nous avons un traité avec le Japon qui dicte que si le Japon est attaqué, nous devons utiliser toute la force et la puissance des Etats-Unis, ... Mais si nous sommes attaqués, les Japonais n'ont rien à faire. Ils peuvent rester chez eux à regarder leurs télévisions Sony... Ils doivent payer, car nous sommes à une autre époque qu'il y a quarante ans... Il faut toujours être prêt à claquer la porte [des alliances]. Je ne pense pas que ce sera nécessaire, mais on ne sait jamais ! »

du croissant chiite cher aux gouvernants de Téhéran. La position du nouveau président était diamétralement opposée à celle de Barak Obama à qui les trois Etats reprochaient de n'avoir pas obtenu dans le cadre du deal sur le nucléaire iranien l'engagement de la République islamique pour un comportement plus coopératif au Moyen-Orient.

De plus, l'hostilité des USA envers l'Iran redonne de l'importance stratégique aux bases et troupes américaines installées dans leurs territoires, puisqu'elles permettent une meilleure pression américaine sur l'Etat perse.

Cependant, Saoudiens, Emiratis et Bahreïn ne perdaient pas de vue le concept de « burden sharing » (partage du fardeau) qu'applique le président Trump et se posaient, même sans l'avouer, la question de savoir si une stricte application de ce principe n'allait pas aboutir à des demandes financières ?

Quelques semaines après son investiture, le président, qui s'exprimait à Ryad, en mai 2017, devant le sommet USA/Pays arabes et musulmans, ne pouvait faire l'économie de traiter d'un accord signé entre l'Arabie saoudite et les USA. Un accord majeur qui comprend l'annonce de l'acquisition d'armements financés par les Saoudiens d'une valeur de 110 milliards de dollars ; et la promesse de Donald Trump d'aider les amis saoudiens à négocier des contrats avantageux auprès des entreprises de défense américaines. Les USA défendront le Royaume, mais en contrepartie de commandes pour l'équivalent de 110 milliards de dollars aux entreprises américaines d'armement. Dans le même discours, le président américain annonce des accords similaires avec d'autres pays de la région.

Lorsqu'il évoque, en octobre 2019, dans une interview à la chaîne de télévision Fox News, l'envoi de troupes supplémentaires et d'équipements militaires de défense en Arabie saoudite, après l'attaque des deux structures pétrolières, de la compagnie pétrolière saoudienne « Aramco », il déclare que c'était « pour protéger nos intérêts dans la région et repousser l'Iran ». Les intérêts sont donc américains. Cependant, le président des USA ne trouve aucune gêne à affirmer que cette présence devra être comprise comme une défense des pays du Golfe et qu'ils doivent la payer⁵.

5. Voir " Laura's exclusive interview with president Donald Trump" https://www.youtube.com/watch?v=rEcZ-jKPhzk&feature=emb_logo

2. Le nouveau président élu : redevenir grand et redonner confiance aux alliés

Les relations des USA avec leurs alliés en termes de sécurité et de défense changeraient-elles avec le président nouvellement élu ? Verrait-on les Américains œuvrer pour récupérer la confiance de leurs alliés ? Joe Biden et sa politique doivent être lus non seulement à travers le prisme de la dichotomie Républicains/Démocrates, mais également et, surtout, à travers la personnalité politique de Joe Biden, un homme qui a cumulé une impressionnante expérience de la politique américaine, aussi bien dans les couloirs du législatif que de l'exécutif américains⁶. Au sein du Parti démocrate, le président élu passe pour être un centriste modéré, par opposition à l'aile gauche que représente un certain Bernie Sanders. Si l'homme est surtout célèbre par l'initiation de certaines lois pénales qui lui donnent une réputation de sévérité vis-à-vis de la criminalité⁷, Il est également un homme d'une grande expérience en matière de politique étrangère et de sécurité des USA. Biden avait été pendant une longue période membre du comité des affaires étrangères au Sénat, position à partir de laquelle il a défendu la doctrine démocrate, certes, mais également des politiques pas très éloignées de celles des Républicains. Après les attentats du 11 septembre, il ne s'opposa pas à la loi américaine antiterroriste connue sous le nom de "Patriot Act", ni au projet américain d'invasion de l'Irak en 2003. Il n'hésite, donc, pas, en dépit de son engagement démocrate, à se rapprocher des positions républicaines lorsqu'il le juge utile pour les intérêts des Etats-Unis d'Amérique. Son sens du compromis, qui en fait un homme de synthèse, ne l'empêche cependant pas d'être un farouche opposant à la politique du président Trump, qu'il juge contraire aux valeurs et à la cause portées par les Etats-Unis d'Amérique.

6. Sénateur pendant trente-six ans et Vice-président des Etats-Unis pendant huit ans, Joe Biden a tenu des rôles de premier plan dans son pays, avant d'accéder, à 77 ans, à la Maison Blanche.

7. Joe Biden est notamment à l'origine du "Violent Crime Control and Law Enforcement Act de 1994", une loi connue sous le nom de "Biden Crime Law". Ce texte durcit les peines pour de nombreux crimes et délits.

Otan et Europe : redonner confiance aux alliés classiques

La question de l'Otan est très importante en termes stratégiques pour l'Union européenne. L'Otan pèse fortement sur la sécurité de l'Europe. L'élargissement de l'Union européenne, après la chute du mur de Berlin, s'est traduit par des différends entre la vieille et la nouvelle Europe, différends et divergences qui entravent de plus en plus les initiatives européennes pour une défense commune et qui mettent plus en relief l'incapacité de l'Europe à assurer elle-même la défense de l'Union. Dans ces conditions, l'Europe reste attachée à la survie de l'Otan, Organisation majoritairement soutenue et supportée en termes de charges par la puissance militaire américaine. C'est ainsi que les positions américaines envers l'Otan et l'Europe s'inscrivent dans le même registre et intéressent au plus haut point l'Union européenne⁸.

Selon la presse française, l'Otan et l'Europe auraient été évoquées lors de l'entretien du président Emmanuel Macron avec Joe Biden, quatre jours après l'annonce de l'élection de ce dernier. Joe Biden aurait alors fait part de sa volonté de « redynamiser les relations bilatérales et transatlantiques, notamment à travers l'Otan et l'Union européenne ».

Auparavant, en février 2019, à la Conférence sur la sécurité de Munich, le discours de Joe Biden souleva un certain enthousiasme. Aux Européens, anxieux devant la politique du président Trump, qui leur tournait le dos, Biden demandait de patienter encore deux années. Pour l'ex-Vice-président, les USA auraient été absents du monde avec le président Trump et ce n'est qu'après lui qu'ils retourneront « Les Etats-Unis seront de retour, n'ayez aucun doute là-dessus ! » D'un ton rassurant, il explique que ce retour sera marqué par un changement de politique envers l'Europe et l'Otan, « Je soutiens fermement l'Otan et je soutiens fermement l'UE. »⁹

S'il est certain que de tels propos ne signifient en rien que le nouveau président se passera de toute demande d'accroissement de la participation budgétaire européenne à l'Organisation pan-atlantique, ils rassurent néanmoins sur le ton et la manière d'obtenir l'adhésion

8. Voir, " Nouveaux Mondes. Carnets d'après-guerre froide" ; Bertrand Badie ; CNRS EDITIONS.

9. Voir " Joe Biden speech at the Munich Security Conference 2019" <https://www.youtube.com/watch?v=w6faT3VOHgs>

des Européens à une telle entreprise. Le discours sera plus policé et s'éloignera certainement du "chacun pour soi" de Donald Trump, mais Washington continuera de signifier aux Européens qu'ils doivent participer plus à l'effort déployé pour leur sécurité¹⁰. Ce changement de ton garantirait au moins le support continu des USA à l'Otan et éloigne, pour de bon, toute idée de retrait américain de l'Otan, retrait qui ne peut signifier que la mort de l'Organisation et la compromission certaine de la sécurité de l'Europe. L'attitude du nouveau président encouragerait certainement des pistes d'entente sur la question.

Biden et le Japon : un premier entretien rassurant

Trois jours après la déclaration de Joe Biden, comme président élu, ils étaient deux responsables japonais à le féliciter. Le Premier ministre, Yoshihide Suga, avait, à cette occasion, exprimé son impatience de travailler avec le président élu Biden, pour renforcer l'alliance nippo-américaine. Le ministre japonais des Affaires étrangères, Motegi Toshimitsu, avait également exprimé son espoir de travailler avec la nouvelle Administration pour faire avancer les relations bilatérales et trouver les meilleures manières d'agir face aux défis qu'affronte le monde.

La communication téléphonique du 12 novembre, entre le Premier ministre Suga Yoshihide et Joe Biden a été une occasion d'évoquer, en plus de détails, le futur des relations entre les deux pays. Il était alors question du renforcement de l'alliance entre les deux pays. Les décisions étaient si avancées pour toucher des questions de sécurité qui préoccupent le Japon, principalement le litige des îles Senkaku, contrôlées par le Japon mais revendiquées par la Chine. Au grand soulagement de son interlocuteur, Joe Biden n'a pas hésité à affirmer que le territoire tombait sous la juridiction de l'article 5 du traité de sécurité nippo-américain, et que les États-Unis se devaient donc de le défendre. Cette position de Biden coupe court aux tergiversations du président Trump, qui tenait d'abord à voir le Japon payer pour les efforts militaires et les bases américaines assurant sa sécurité. L'affirmation de Biden sur les îles Senkaku rappelle celle du président Barack Obama au moment où les navires chinois avaient commencé à pénétrer dans les eaux à

proximité des îles en question. L'équipe de transition de Biden n'a pas nommément cité les îles Senkaku dans sa communication après l'entretien entre les deux hommes, et s'est contentée de mentionner que Biden « soulignait son profond attachement à la défense des engagements du Japon et des États-Unis au titre de l'article V... ». Ne pas nommer les Îles et se suffire de l'article V du traité nippo-américain, rassure amplement les Japonais sans compromettre de manière irréversible les futures relations avec la Chine. Joe Biden tenait certainement à dissiper les craintes des Japonais, sans provoquer la colère des Chinois.

Les pays du Golfe dans l'expectative

Les pays arabes du Golfe payaient certes le prix fort pour le soutien Etasunien, mais s'estimaient bien servis en retour. La politique d'hostilité de Donald Trump envers l'Iran, principal ennemi pour ces pays, valait tous les sacrifices. S'attendraient-ils à une diminution des pressions américaines concernant le prix que leur faisait payer Donald Trump en contrepartie de leur protection et le soutien qu'il leur portait contre l'Iran ; que la satisfaction resterait altérée par une potentielle modération de la politique américaine envers l'Etat perse sous l'Administration Biden.

La vision, défendue par certains analystes, verserait, cependant, dans un sens qui pourrait rassurer les Etats arabes du Golfe durant le mandat de Biden. Contrairement à Barak Obama, Biden entretient peu l'illusion d'une amélioration des relations entre l'Iran et les Etats-Unis. Le ton baissera certainement et la diplomatie l'emportera sur la belligérance et les moyens forts et violents, mais sans optimisme béat allant jusqu'à espérer des relations amicales ou, même, simplement normales entre les USA et l'Iran. Il faudrait, selon cette vision, s'attendre à moins de pressions financières sur les pays arabes du Golfe, avec le maintien d'une politique de méfiance vis-à-vis de l'Iran. Dans l'esprit démocrate, dont Biden est imprégné, tout est coopération avec les alliés et dialogue diplomatique avec les adversaires. Par conséquent, les moyens américains déployés dans la région ne seraient plus perçus comme destinés à l'unique but de protéger les Etats arabes du Golfe. Une vision hostile à l'Iran, mais, également, destinée à assurer la mission légale et légitime dévolue à la puissance américaine d'assurer la libre circulation et la sécurité dans les points névralgiques du monde.

10. Selon Jamie Shea, ancien porte-parole de l'Otan : « ...D'un côté, c'est une bonne chose, Joe Biden va totalement s'impliquer auprès de l'Otan, mais de l'autre, il attendra des Européens qu'ils passent à la vitesse supérieure et fassent davantage. »

En guise de conclusion

Les visions se multiplient, certes, à travers le monde concernant la politique étrangère américaine sous l'Administration du président élu Joe Biden. Les plus concernés en termes de considérations stratégiques et sécuritaires restent les alliés des Etats-Unis qui voyaient en la politique poursuivie durant les dernières quatre années un brouillard enveloppant les relations entre les USA et ses alliés, notamment en raison des orientations isolationnistes et par trop mercantilistes du président sortant.

De l'Europe au Japon, en passant par les Etats arabes du Golfe, la politique du nouveau président sera scrutée à la recherche de signes de changement dans la conception stratégique de la politique de sécurité américaine. Si cette dernière n'est pas susceptible de se muer sur les constantes des politiques américaines de défense, il n'en reste pas moins attendu que la future Administration puisse être plus rassurante en termes de solidarité avec ses alliés, sans pour autant renoncer à les voir assurer une meilleure participation à l'effort commun de défense. La tendance vers le multilatéralisme se renforcera également dans des mesures qui resteront relatives et conformes à la doctrine américaine. Dans tous les cas, le style menaçant et la méthode des pressions violentes ne seront plus de mise, aussi bien vis-à-vis des alliés que des adversaires.

Bibliographie

- "L'Amérique et le monde : Quelle politique étrangère pour les Etats-Unis ", Zbigniew Brzezinski et Brent Scowcroft ; entretiens dirigés par David Ignatius et préface de Pascal Boniface, Editions Nouveaux Horizons, 2008.
- "Nouveaux Mondes, carnets d'après-guerre froide" ; Bertrand Badie" CNRS EDITIONS, 2012.
- Mira Rapp-Hooper in "Foreign Affairs" January/February 2019.
- " Learning to Live with Despots ; The Limits of Democracy Promotion" by Stephen D. Krasner in "Foreign Affairs", Volume 99, Number 2, March/April 2020.

À propos de l'auteur, Abdelhak Bassou

Abdelhak Bassou est Senior Fellow au Policy Center for the New South. Ancien préfet de police, il fut investi de plusieurs responsabilités au sein de la Direction Générale de la Sûreté Nationale Marocaine dont chef de la division de la police des frontières de 1978 à 1993 ; Directeur de l'Institut Royal de Police en 1998 ; Chef des Sûretés régionales (Er-Rachidia 1999-2003 et Sidi Kacem 2003-2005) et également Directeur Central des Renseignements Généraux de 2006 à 2009. Il a également participé aux travaux de plusieurs instances internationales dont le Conseil des Ministres arabes de l'intérieur de 1986 à 1992, où il a représenté la Direction Générale de la Sûreté nationale dans plusieurs réunions. Abdelhak Bassou est titulaire d'un Master en études politiques et internationales de la Faculté des sciences juridiques, économiques et social d'Agdal à Rabat sur un mémoire intitulé « L'Organisation Etat Islamique, naissance et futurs possibles ».

À propos de Policy Center for the New South

Le Policy Center for the New South: Un bien public pour le renforcement des politiques publiques. Le Policy Center for the New South (PCNS) est un think tank marocain dont la mission est de contribuer à l'amélioration des politiques publiques, aussi bien économiques que sociales et internationales, qui concernent le Maroc et l'Afrique, parties intégrantes du Sud global.

Le PCNS défend le concept d'un « nouveau Sud » ouvert, responsable et entreprenant ; un Sud qui définit ses propres narratifs, ainsi que les cartes mentales autour des bassins de la Méditerranée et de l'Atlantique Sud, dans le cadre d'un rapport décomplexé avec le reste du monde. Le think tank se propose d'accompagner, par ses travaux, l'élaboration des politiques publiques en Afrique, et de donner la parole aux experts du Sud sur les évolutions géopolitiques qui les concernent. Ce positionnement, axé sur le dialogue et les partenariats, consiste à cultiver une expertise et une excellence africaines, à même de contribuer au diagnostic et aux solutions des défis africains.

[Read more](#)

Les opinions exprimées dans cette publication sont celles de l'auteur.



Policy Center for the New South

Suncity Complex, Building C, Av. Addolb, Albortokal Street,
Hay Riad, Rabat, Maroc.

Email : contact@policycenter.ma

Phone : +212 (0) 537 54 04 04 / Fax : +212 (0) 537 71 31 54

Website : www.policycenter.ma

